

La Ville préserve le salaire des fonctionnaires

Ville de Genève La Municipalité a entériné lundi soir son budget pour l'année 2026. Une nouvelle alliance a tout fait basculer.

Lorraine Fasler

«Habemus budget!» déclame le conseiller municipal socialiste Olivier Gurtner. Après avoir joué les prolongations samedi, le Délibératif a fini par voter son budget 2026 lundi soir.

La feuille de route de l'administration a été soutenue par le PS, les Verts, le MCG, ainsi qu'Ensemble à Gauche. Soit, dans le détail, 46 oui et 22 non. Le budget prévoit un déficit de 69,9 millions de francs pour 1,4 milliard de francs de charges totales. «Ce n'est pas le budget du siècle...» reconnaît toutefois le MCG Amar Madani.

Le coup d'éclat du groupe Le Centre-Vert libéraux de samedi aura finalement pris la forme d'un soufflé vite retombé. En effet, l'alliance s'était opposée in extremis, à l'issue de quinze heures de débats, au vote du budget, jugeant les économies insuffisantes en comparaison avec les 700'000 francs de coupes avancées en Commission des finances.

Une majorité s'est finalement ficelée sans eux. La gauche pouvait déjà compter sur le vote du MCG, dont la garantie des mécanismes salariaux était non négociable et un point de ralliement. Mais cela restait insuffisant pour créer une majorité, jusqu'à ce qu'Ensemble à Gauche se joigne à eux.

Prime d'ancienneté sauvée

Il aura fallu un nouvel amendement du Conseil administratif préservant la prime d'ancienneté des employés de la fonction publique pour convaincre la gauche de la gauche.

Pour rappel, une majorité du Municipal avait soutenu samedi la proposition du chef des Finances, Alfonso Gomez, de maintenir les annuités et la progressivité du 13^e salaire pour les collaborateurs de la Ville. L'indexation avait, elle aussi, été garantie, bien qu'elle ne pèsera finalement que très peu, avec un taux estimé à 0,1%.

Le maintien de ces mécanismes salariaux – réclamé jeudi par une grève des fonctionnaires – devait se faire au sacrifice de la prime d'ancienneté (pour une économie de 4 millions de francs), convertie en jours de vacances. Ce qui avait inévitablement braqué Ensemble à Gauche, qui avait alors refusé de soutenir le budget.



Le Délibératif (ici en juin 2025) a fini par voter son budget 2026 lundi soir. Magali Girardin

«Certains ont voulu jouer les faiseurs de roi, mais se sont révélés n'être que des tigres de papier.»

Olivier Gurtner
Conseiller municipal socialiste

C'était compter sans Alfonso Gomez, qui n'avait pas joué toutes ses cartes. Alors qu'une hausse de 1,6 million de francs des primes d'assurance «dommages aux bâtiments» dont la Ville est propriétaire figurerait au budget, un nouvel appel d'offres «reçu récemment» a permis non seulement d'annuler ce surcoût, mais aussi de dégager 400'000 francs d'économies supplémentaires – soit 2 millions au total, s'ajoutant à de nouveaux amortissements.

Le Conseil administratif Vert estime en outre que la possibilité, laissée sur une base volontaire, de convertir la prime d'ancienneté en jours de vacances pourrait générer 1,2 million d'économies supplémentaires.

Au total, cette «bonne surprise» budgétaire représente ainsi 3,6 millions de francs en plus dans les caisses.

«La suppression de la prime d'ancienneté était inacceptable, commente Jean Burgermeister, du groupe Ensemble à Gauche et Union Populaire. Sa restauration est la condition qui nous permet de soutenir ce budget.»

Un siège resté vide

«On n'accepte pas ce bricolage», réagit Yves Herren, chef de groupe du Centre-Vert libéraux, dont les membres font grise mine. Une humeur certainement partagée par leur magistrate, Marie Barbey-Chappuis, dont le siège est bien vide ce soir... preuve de la fracture au sein du Collège.

«Certains ont voulu jouer les faiseurs de roi, mais se sont révélés n'être que des tigres de papier», tacle Olivier Gurtner.

Un match joué d'avance

Les débats sont brefs ce lundi soir. La nouvelle majorité trouvée permet de balayer sans efforts la trentaine d'amendements redéposés par le groupe Le Centre-Vert libéraux et l'UDC (et quelques propositions de l'élue hors parti Vanessa Klein). Et il faut dire que le gros du match s'est joué samedi.

Lors de la première séance budgétaire samedi, seuls deux amendements sur les 80 présentés ont été votés, permettant de grappiller quelque 186'000 francs d'économies,

obtenues par la suppression d'un poste à la Centrale municipale d'achat et d'impression (–153'000 francs) et la réduction de la subvention accordée à la fiduciaire associative Comptabilis (–33'000 francs).

Droite majoritaire et désunie

«J'ai honte de l'attitude adoptée: on fait peser l'absence de responsabilité sur les générations futures. La gauche n'a proposé aucune économie, et ce budget repose sur un clientélisme navrant», dénonce le conseiller municipal PLR Maxime Provini.

Son parti reconnaît toutefois l'une des conclusions de ce budget: la droite pourtant majoritaire depuis ce printemps au Conseil municipal s'est montrée incapable de s'unir.

«Il n'y a pas une majorité, mais des majorités désormais. Elles dépendent des sujets et des coups politiques», résume l'UDC Alexandre Chevalier.

De son côté, le ministre des Finances se félicite que la Ville de Genève échappe au régime des douzièmes provisoires qui n'aurait fait que creuser le déficit. Il rappelle les 21 millions de coupes déjà effectuées par le Conseil administratif après la première mouture et qualifie ce budget «d'équilibré» et «raisonnable». Bien conscient, toutefois, que le retour à l'équilibre pour 2033 ne sera pas une promenade de santé.